

Statement

Department of
External
Affairs



Discours

Ministère des
Affaires
extérieures

89/62

TEL QUE LE CONTENU VERBAL

NOTES POUR UNE ALLOCUTION

PAR LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUX AFFAIRES EXTÉRIEURES,

LE TRÈS HONORABLE JOE CLARK,

À LA RÉUNION DU CONSEIL DE

L'ORGANISATION DES ÉTATS AMERICAINS

WASHINGTON, D.C.

Le 13 novembre 1989

Secretary of State
for
External Affairs

Secrétaire d'État
aux
Affaires extérieures

Canada

Monsieur le Président,
Monsieur le Secrétaire général,
Monsieur le Secrétaire général adjoint,
Excellences, Mesdames et Messieurs les ministres des
Affaires étrangères des pays membres,
Distingués représentants permanents et observateurs
permanents,
Mesdames et Messieurs,

C'est aujourd'hui un moment historique et heureux, pour moi-même et pour mon pays. Car aujourd'hui le Canada rejoint les rangs de la plus ancienne organisation régionale dans le monde, qui est au coeur même du système interaméricain. Aujourd'hui, nous prenons, enfin, notre place à la table de l'Organisation des États américains.

Je suis touché par la chaleur de votre accueil et l'appui unanime que vous avez réservé à notre demande d'adhésion. Nous allons sans tarder prendre les mesures pour ratifier la Charte et assumer pleinement les responsabilités que ce geste suppose.

* * * * *

Jorge Luis Borges, le célèbre auteur argentin, aurait dit un jour, et je cite : "Le Canada est si loin qu'on se demande s'il existe."

Il y a eu un éloignement psychologique entre le Canada et la partie australe de l'hémisphère.

Nous entendons changer cet état d'esprit, et faire en sorte que le Canada "existe" d'une manière plus significative pour l'Amérique latine et donner à celle-ci une réalité plus concrète aux yeux des Canadiens.

Monsieur le Président, si le Canada a décidé de devenir membre de l'Organisation des États américains, ce n'est pas tant pour rallier les rangs d'un groupe de pays que pour devenir un partenaire au sein de l'hémisphère. Trop longtemps, les Canadiens ont considéré cet hémisphère comme une simple maison; ils doivent aujourd'hui en faire leur foyer.

* * * * *

Nous vivons une période d'énormes défis et d'immenses possibilités. Les développements en Amérique latine trouvent leur reflet dans les profonds changements qui balayent la planète, et en particulier la liberté des peuples à se gouverner eux-mêmes.

Au cours de la dernière décennie, pas moins de dix pays d'Amérique latine ont opéré l'historique et courageuse transition qui les a menés de la dictature à la démocratie. Nous entretenons l'espoir que, sous peu, tous les pays de l'hémisphère se seront convertis à cette forme de gouvernement.

En même temps, les barrières commerciales tombent et les économies sont en train de s'ouvrir pour laisser entrer de nouvelles idées et un nouvel esprit d'entreprise. Il s'agit là de changements courageux et difficiles. S'il est relativement aisé de tenter des transformations d'ordre politique, il est par contre beaucoup plus difficile d'accepter en parallèle le défi d'une révolution économique, parce que les ajustements économiques entraînent inévitablement des tensions sociales. Nous applaudissons aux initiatives historiques prises notamment par la Bolivie, l'Uruguay, le Mexique, l'Argentine et le Venezuela.

Cette ouverture des marchés et cet épanouissement de la démocratie constituent à nos yeux des exemples d'un nouveau réalisme qui définit aujourd'hui l'activité internationale - un réalisme qui écarte les idéologies stériles pour faire place à des pratiques produisant des progrès concrets.

Nous avons d'ailleurs constaté cette modération opportune dans les récents progrès vers la paix en Amérique centrale, où la rigidité a fait place à la souplesse, tant dans la région qu'à l'extérieur.

Les événements des derniers jours au Salvador suscitent de vives inquiétudes et représentent une menace sérieuse pour la consolidation du processus de paix en Amérique centrale. Nous demandons instamment aux parties à ce conflit de mettre fin à ces tueries insensées et de retourner à la table de négociations. La longue histoire du conflit salvadorien a largement démontré que la violence ne peut et ne pourra jamais produire une solution; seules les négociations pourront y parvenir. De façon similaire, nous espérons que les négociations qui se déroulent en ce moment-même ici, à Washington, entre le gouvernement du Nicaragua et les chefs des contras aboutiront à un accord permettant le rétablissement du cessez-le-feu.

Nous constatons également un nouveau pragmatisme dans les discussions concernant la question de la dette, où créanciers et débiteurs reconnaissent la nécessité du compromis et de solutions imaginatives.

L'interdépendance est acceptée comme une réalité de la vie, qui doit sous-tendre nos actions. Il n'est plus possible aux nations ou aux grands organismes d'oeuvrer dans l'isolement.

* * * * *

Cette interdépendance ne se manifeste pas seulement dans les courants positifs qui apparaissent dans la région; nous la retrouvons aussi dans les problèmes auxquels nous sommes confrontés.

Il y a en effet un lien entre les deux, car sans les défis pressants qui se posent à notre survie en tant que sociétés - voire en tant qu'espèce - rien ne nous obligerait à concerter nos efforts et à tenir un dialogue constructif.

Ici également, notre hémisphère a sa part du fardeau mondial.

Les problèmes environnementaux de l'hémisphère sont aigus. Pour les résoudre, nous devons changer nos modes de vie, reconsidérer nos objectifs et maintenir un dialogue intense.

Nous, du Nord, devons accepter de nettoyer notre atmosphère et nos eaux des poisons que nous y avons déversés avec tant d'insouciance. Nous devons admettre que la pollution mondiale vient en très grande partie des pays industrialisés. Nous devons également aider les autres à éviter les erreurs que nous avons faites, car l'environnement mondial ne pourra résister à des agressions continuelles.

C'est pourquoi la destruction de la forêt amazonienne nous cause tant d'inquiétude, car c'est de cette forêt que provient une si grande partie de l'oxygène dont le monde a besoin.

Le fait que des produits chimiques industriels dangereux - maintenant interdits au Canada - se retrouvent aujourd'hui dans nos lacs et nos rivières, portés par les vents et les nuages chargés de pluie en provenance d'Amérique centrale, vient confirmer l'interdépendance inhérente à l'écosystème de notre hémisphère.

Face à ce problème, nous devons accepter l'amère vérité et admettre que la pollution ne connaît pas de frontières, et qu'il est vain de vouloir trouver des coupables. Nous n'avons d'autre choix que de coopérer, car les solutions unilatérales sont inefficaces, et l'action concertée échoue sans une coopération à l'intérieur même de chaque pays.

Cette région porte également les douloureuses cicatrices du trafic de la drogue, la demande aux États-Unis et au Canada soutenant la production en Colombie, en Bolivie et au Pérou, et inversement.

Là encore, la seule solution consiste à agir de manière concertée.

Enfin, l'écrasant fardeau de la dette menace la stabilité à la fois des pays développés et des pays en développement. Il est particulièrement criant en Amérique latine, et constitue une menace distincte pour les démocraties naissantes de l'hémisphère, exigeant de ce fait la coopération et l'aide des pays industrialisés.

La nouvelle stratégie du Canada à l'égard de l'Amérique latine - et cela comprend notre adhésion à l'OÉA - repose sur la simple prémisse que les pays de cette région peuvent exercer une influence prépondérante en ce qui concerne les questions qui présentent une grande importance pour le monde - et pour le Canada -, qu'il s'agisse de la drogue, de l'environnement, des droits de l'homme, de la dette, du commerce ou encore du dialogue qui s'amorce entre pays développés et pays en développement.

Le Canada reconnaît que la capacité des pays de la région à jouer un rôle positif dans le règlement de ces problèmes dépend du maintien de la stabilité économique et politique. Les sociétés ne peuvent contribuer au règlement des problèmes mondiaux alors même qu'elles cherchent à assurer leur propre survie. Or la stabilité repose sur la consolidation de la démocratie dans la région et sur le retour à une croissance économique soutenue.

C'est pourquoi l'objectif premier de notre stratégie à l'égard de l'Amérique latine est la recherche de la prospérité économique et d'une structure démocratique durable.

Il est dans l'intérêt du Canada, aussi bien que dans celui de l'Amérique latine, de veiller à poursuivre dans la voie des récents progrès et à éviter de retomber dans un cycle sans espoir de violence, de répression et de pauvreté. Le système financier international exige une période soutenue de croissance économique et de stabilité dans la région.

L'environnement de la planète demande que l'on trouve des solutions novatrices en Amérique latine, ce qui ne sera pas possible dans un climat de pauvreté. Et nos sociétés ne pourront être libérées de l'emprise de la drogue tant que les pays pourvoyeurs n'auront pas offert à leurs travailleurs des solutions de rechange viables et tant que nous, Nord-Américains, n'aurons pas réussi à briser le syndrome dévastateur d'une demande en pleine expansion.

Pour le Canada, la décision d'élargir son rôle en Amérique latine est synonyme à la fois de continuité et de changement :

- Nous entretenons depuis longtemps des relations économiques avec la région. L'Amérique latine est le troisième marché en importance pour les capitaux d'investissement canadiens, après les États-Unis et l'Europe.
- Les exportations canadiennes vers la région ont représenté plus de 2,1 milliards de dollars en 1988. Nos échanges avec l'Amérique latine dépassent en importance ceux que nous avons avec les pays de l'Asean et la Chine combinés.
- Le Canada a participé de très près à la réforme de la Banque interaméricaine de développement, dont la revitalisation récente a entraîné une augmentation de 78 % des ressources à sa disposition.
- Nous avons joué un rôle actif dans le cadre des efforts internationaux visant à alléger le fardeau de la dette de l'Amérique latine. Nous avons consenti des prêts-relais totalisant environ 600 millions de dollars à l'Argentine, au Mexique et au Brésil, pour les aider à obtenir un financement à court terme en prévision de nouveaux accords avec le FMI. Par l'entremise du Club de Paris, nous avons rééchelonné la dette officielle du Brésil, du Mexique, du Costa Rica, de l'Argentine, du Pérou et de l'Équateur. Nous avons fourni au Costa Rica et à la Colombie un soutien au titre de la balance des paiements. En outre, nous présidons le groupe d'appui au Guyana, et nous allons verser au cours des trois prochaines années la somme de 60 millions de dollars pour aider ce pays à se doter d'une base économique solide en vue d'un avenir plus prospère.

- Et nous sommes fiers d'avoir joué un rôle dans le processus de paix en Amérique centrale. Je me réjouis de constater que les pays de la région considèrent le Canada comme un intermédiaire honnête ayant un bilan honorable en ce qui concerne le maintien de la paix. À leur demande, nous avons aidé les cinq pays d'Amérique centrale à concevoir une mission de maintien de la paix pour la région. C'est ainsi que, la semaine dernière, le Conseil de sécurité a adopté à l'unanimité une résolution visant la mise sur pied d'un groupe de vérification qui aura pour mandat de veiller à l'absence de combats, de sorte que la paix soit rétablie au plus tôt en Amérique centrale, ainsi que nous l'espérons tous. Je tiens à faire remarquer que la structure de ce groupe correspond de près à celle qu'avait recommandée le Canada à la suite d'une étude sur les modalités d'une présence effective et viable de l'ONU dans la région.

- Enfin, nous avons pris une part active aux travaux de plusieurs des institutions fonctionnelles qui forment la famille de l'Organisation des États américains.

* * * * *

En 1954, le premier Secrétaire général de cette organisation, M. Lleras Camargo, de Colombie, a déclaré à propos de l'OÉA :

"Les faiblesses de l'Organisation, s'il en est, sont celles des gouvernements et reflètent leur incapacité d'agir de façon coordonnée. La force de l'Organisation réside précisément dans les mesures conjointes prises par les gouvernements membres. Pour le meilleur ou pour le pire, l'Organisation n'est rien de plus qu'un reflet de notre comportement en tant qu'États et, si elle ne fonctionne pas comme elle le devrait, nous ne pouvons nous en prendre qu'à nous-mêmes".
(Traduction officieuse)

Cela est encore vrai aujourd'hui, pour l'OÉA comme pour toute autre organisation internationale. Nous savons tous que l'OÉA n'est pas parfaite. Cependant, cela n'est pas aux yeux du Canada une raison suffisante pour fuir ses responsabilités en tant que partenaire au sein de cet hémisphère, pas plus que les lacunes des Nations Unies ne nous amèneraient à nous retirer de cette organisation.

En fait, il me semble que l'OÉA a tout lieu de se réjouir de la revitalisation des Nations Unies. Le nouveau réalisme qui y a cours a permis à cette organisation de prendre un nouvel essor. Ses membres ont découvert que la Charte peut servir de guide valable pour une action efficace et concrète. Ce même pragmatisme peut - et je crois qu'il en sera ainsi - donner une importance nouvelle à l'OÉA.

C'est pourquoi nous saluons les initiatives prises par les pays membres pour réformer et revitaliser cette organisation. Nous appuyons sans réserve le rôle qu'elle a joué à l'égard du processus de paix en Amérique centrale et de la surveillance des élections au Nicaragua, ainsi que les grands efforts faits pour trouver une solution aux difficultés du Panama.

* * * * *

Le succès des grandes institutions internationales se mesure souvent non pas à leur capacité de résoudre les grands problèmes politiques de l'heure, mais plutôt à leurs nombreuses activités fonctionnelles axées sur le règlement de questions particulières. Ces activités ne font peut-être pas la manchette, mais ce sont elles qui déterminent l'importance des victoires remportées.

C'est pourquoi nous sommes un membre actif de l'Organisation panaméricaine de la santé, qui a tant fait pour améliorer les conditions sanitaires dans la région, particulièrement grâce à son programme "Santé - un pont pour la paix" en Amérique centrale.

Nous sommes également impressionnés par l'oeuvre remarquable de l'Institut interaméricain de coopération agricole, dont le Canada est à la fois membre et contributaire.

Nous reconnaissons l'importance vitale des travaux de la Commission interaméricaine des droits de l'homme et de la Cour interaméricaine des droits de l'homme pour promouvoir le respect et la protection de ces droits dans l'hémisphère.

Le Comité interaméricain de lutte contre la drogue joue un rôle de plus en plus vital dans ce domaine. À titre de contribution aux activités de cet organisme, le Canada a eu le plaisir d'accueillir plus tôt cette année un séminaire à l'intention des agents de la force publique lequel s'est avéré une réussite.

En prenant sa place au sein de l'OÉA, le Canada accepte pleinement ses responsabilités de participer activement aux grandes discussions politiques qui se tiennent au sein de cette organisation.

Nous ne décevrons pas les attentes de ces États d'Amérique latine qui depuis si longtemps, demandent notre adhésion et qui comptent sur un engagement plus poussé du Canada dans la région. Notre autonomie, notre penchant pour les solutions pratiques et notre esprit de compromis seront toujours les marques distinctives de notre diplomatie.

Ce n'est pas simplement notre compétence qui a amené les pays d'Amérique centrale à demander notre aide pour la mise en place d'un mécanisme de paix durable. Je crois que notre refus de fermer les portes ou les frontières, notre volonté d'écouter et de maintenir un dialogue entre toutes les parties et notre détermination à distinguer entre les préférences politiques et les besoins des populations qui souffrent y ont également été pour quelque chose.

Ce n'est pas là le seul exemple de l'attitude du Canada à l'égard des affaires de l'Amérique latine. Il illustre toutefois notre engagement global en tant que nation et en tant que gouvernement.

Je ne vous cache pas que certains Canadiens estiment que, en devenant membre de l'OÉA, le Canada sera moins en mesure d'agir en fonction de ses intérêts et de ses croyances. Ils se trompent lourdement.

Il est pourtant clair que nous avons le devoir d'être là où se discutent les questions qui ont une importance pour le Canada - et pour la région. Notre rôle parmi vous ne doit pas être de rester silencieux, mais bien d'exprimer la voix d'un partenaire et la voix de la modération.

* * * * *

Dans le hall de ce siège figurent les noms de héros et d'explorateurs célèbres de cet hémisphère, notamment ceux du grand Simon Bolivar et de José de San Martin. On y retrouve également le nom de Samuel de Champlain, le grand explorateur du Canada.

Le fait qu'il soit reconnu au panthéon des héros de l'hémisphère nous rappelle notre patrimoine commun. Il nous rappelle également que notre monde est encore un nouveau monde. Un nouveau monde qui partage nombre des

problèmes de l'ancien, mais dont les populations conservent le même esprit d'aventure et le même espoir qui animaient nos ancêtres.

C'est avec le même espoir et le même esprit d'aventure que le Canada envisage son rôle au sein de cette organisation.

Nous le faisons avec dynamisme et enthousiasme, conscients du legs de l'histoire, des défis extraordinaires qui se posent à nous aujourd'hui et de la promesse formidable de ce que nous pouvons réaliser ensemble.

Au moment d'assumer ses nouvelles responsabilités, le Canada compte sur votre grande sagesse et sur votre longue expérience. Nous n'entretenez pas d'espoirs irréalistes, mais nous espérons tout de même, et nous attendons beaucoup, à la fois de nous-mêmes et de nos partenaires.

Monsieur le Président, Jorge Luis Borges a écrit un jour : "L'homme s'identifie graduellement à la forme que prend son destin; à long terme, il forge son propre destin." (traduction officieuse)

Il en va de même de notre région et de cette organisation. Notre sort est entre nos mains et notre avenir sera celui que nous façonnerons. Nous pouvons rester en retrait et laisser passer les occasions qui se présentent, mais nous devons alors subir les conséquences de notre inaction. Nous pouvons au contraire unir nos forces, mettre de côté nos différences et relever ensemble, dans la créativité et la maturité, les grands défis qui nous attendent.

Je suis reconnaissant - et fier - aujourd'hui que vous ayez accepté le Canada en tant que membre de l'OÉA. Au nom du gouvernement du Canada, je prends l'engagement que mon pays poursuivra les nobles objectifs que vous vous êtes fixés et oeuvrera à la réalisation des rêves que nous partageons.